



# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1135 - octobre 2012 -

Date de mise en ligne : mardi 1er janvier 2013

Date de parution : octobre 2012

## Description :

Jean-Pierre Mon a encore relevé dans la presse quelques sondages et réflexions qui montrent que l'euroscpticisme progresse

C

# Au fil des jours

## « L'euro est sauvé ! »

C'est du moins ce qu'affirment les grands médias après l'acceptation par la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe de la possibilité de mise en oeuvre du Mécanisme européen de stabilité (MES) doté d'un fonds de 500 milliards d'euros. L'Allemagne devra cependant limiter son engagement à 190 milliards. De son côté, Mario Draghi a annoncé que la Banque Centrale européenne pourrait, s'il le fallait, racheter de la dette des États européens les plus faibles. Ce qui ne plaît absolument pas à la Chancelière allemande. Elle préférerait faire admettre l'idée de créer un "budget central" de la zone euro afin de contrer les demandes françaises d'eurobonds. Quoiqu'il en soit, même si ces mesures semblent avoir un peu calmé les marchés, la crise n'en continue pas moins dans la plupart des pays de la zone euro, notamment dans les pays du sud où les manifestations anti-austérité sont de plus en plus fréquentes et le chômage de plus en plus élevé.

## Un euroscepticisme croissant

C'est ce que montre une étude d'opinion réalisée par la fondation allemande Bertelsmann auprès d'un millier d'Allemands, d'autant de Français et d'autant de Polonais, publiée le 17 septembre : 21% des Allemands pensent que sans l'euro, leur situation personnelle serait « bien meilleure », 44% qu'elle serait meilleure, 19% seulement estiment qu'elle serait pire et 2% qu'elle serait bien pire. En France, 55% des sondés jugent qu'elle serait pire et 36% qu'elle serait meilleure. En Pologne, 76% des personnes interrogées jugent que leur situation serait pire si leur pays intégrait l'euro.

En matière d'emploi, les Allemands sont les plus eurosceptiques puisqu'ils sont 37% à penser que, sans l'Europe, ils auraient plus de chances sur le marché de l'emploi. Les Français sont 35% et les Polonais 24% à le penser.

Les accords de Schengen et la libre circulation des citoyens dans l'Union sont, par contre, très appréciés (63% des Allemands, 60% des Français et 92% des Polonais). Une faible majorité des sondés Allemands et Français pensent que l'on va assister à un repli sur les États-nations alors que 41% des Polonais pensent le contraire.

Pour le président du directoire de la Fondation Bertelsmann les résultats de ce sondage constituent un signal d'alarme : « Jamais, dit-il, on n'avait jugé si mal l'Union Européenne et l'euro, surtout en Allemagne [...] L'intégration européenne a principalement considéré le citoyen comme un consommateur et non comme un souverain. Il est essentiel d'un point de vue psychologique et politique de lui donner au contraire le rôle du décideur ».

À voir la grande peur qu'inspirent les référendums aux divers gouvernements européens, on n'en prend pas encore le chemin !

## Regrets tardifs

Selon un sondage [\[1\]](#) réalisé par l'IFOP pour le Figaro, 67% des Français interrogés estiment que l'Union européenne va « plutôt dans la mauvaise direction » depuis la ratification du traité de Maastricht il y a vingt ans. 64% de ceux qui déclarent avoir voté le 20 septembre 1992 lors du référendum sur ce traité, choisiraient aujourd'hui le non. Qui plus est, 45% des personnes sondées pensent que l'euro a été un handicap face à la crise. Ils n'étaient que

34% à le penser en août 2010 !

# Sortez nous de cette crise... maintenant !

C'est le titre du dernier livre [2] de Paul Krugman, "prix Nobel" d'économie en 2008, Professeur d'économie et de relations internationales à l'Université de Princeton et chroniqueur au New York Times. Il y dénonce les politiques d'austérité suivies en Europe. Pour lui, le surendettement public n'est pas la catastrophe qu'on voudrait nous faire croire : « une dette élevée n'est pas toujours un problème. Par exemple, entre les deux guerres, l'endettement britannique était bien plus élevé qu'aujourd'hui mais cela n'empêchait pas Keynes de défendre une politique de relance. Maintenir la dépense publique dans une économie déprimée ne dégrade pas considérablement les finances publiques, surtout dans les pays qui peuvent emprunter à des taux très bas (c'est actuellement le cas de la France et de l'Allemagne, entre autres). Une économie plus forte permet en effet d'engranger plus de recettes fiscales et de limiter à long terme les dégâts provoqués par l'austérité. On a tort de penser que la dette est ce qu'il y a de plus nocif pour l'avenir. La chose la plus importante c'est de permettre aux gens de s'instruire, de développer les infrastructures, ... ».

À une journaliste qui lui demandait [3] ce qu'il fallait faire pour les pays de l'Europe du Sud, dont il est exclu d'augmenter le déficit, il répondit que les chefs de gouvernement de ces pays n'ont pas beaucoup de marges de manoeuvre car leur sort se joue à Francfort et à Bruxelles, précisant aussitôt : « Oh non ! pardon. Bruxelles n'a pas de pouvoir, c'est Francfort et Berlin qui en ont. Aussi longtemps que ces pays d'Europe du Sud resteront dans la zone euro, seule la banque centrale européenne pourra les aider ». Pour Krugman, « aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe continentale, la crise a été provoquée par le secteur financier et les marchés mais elle a été réinterprétée en "tout cela c'est parce que l'État providence est trop gros" ».

Selon lui, le nouveau président de la BCE, Draghi est plus souple que "l'austérien" Trichet, la BCE reste une entité technocratique, mais « on peut espérer qu'elle soit un jour relayée par une organisation élue démocratiquement. Mais cela n'arrivera pas avant une décennie. Au moins ».

Pas très optimiste sur l'Europe, lui non plus !

---

[1] Le Figaro, 17/ 09/ 2012.

[2] édition Flammarion, en 2012.

[3] Le Monde, Culture et idées, 23/09/2012.